



Elections Législatives du 23 novembre 1958

2^e Circonscription - BRIVE

JEAN GOUDOUX

Conseiller Municipal de Brive - Député sortant

Candidat du **Parti Communiste Français**

Électrices, Électeurs,

Jean GOUDOUX, que nous présentons une nouvelle fois à vos suffrages, est bien connu de l'ensemble d'entre vous. Il y a en effet 22 ans qu'il fut, pour la première fois, désigné par le Parti Communiste pour être son porte-drapeau lors des élections législatives de 1936 dans Brive-Sud.

C'était la période du Front Populaire, marquée des progrès importants pour la classe ouvrière, les paysans travailleurs, le petit commerce et l'artisanat. Jean Goudoux avait alors 26 ans ; depuis des années déjà, il était au service des travailleurs. Fils de paysans, devenu ouvrier, il défendait avec son parti les intérêts supérieurs du pays. En 1938 et 1939, il fut de ceux qui se dressèrent contre Munich, prirent position contre la drôle de guerre. Frappé par la répression, il passa quatre années en prison sous le régime de Vichy. L'histoire a donné raison à ceux qui avaient vu clair, qui firent preuve de courage, donnant l'exemple de la lutte nécessaire pour la libération. Revenu en France en 1945, il reprit son combat d'homme politique au service du peuple.

Dans toutes les assemblées élues où la confiance des électeurs le porta successivement, il est resté fidèle en tous points, en toutes circonstances, à ceux qui lui avaient confié son mandat. Au Conseil Général, à l'Assemblée Nationale où son activité s'est en particulier exercée à la Commission de la Production Industrielle dont il est le Secrétaire, à la Sous-Commission pour la gestion des Entreprises nationalisées dont il est le Vice-Président, à la Commission des Finances, il a fait preuve de fermeté et de compétence.

Par ses nombreuses interventions, il a défendu les intérêts des ouvriers, des paysans, des petits commerçants et artisans. Sur les problèmes fiscaux, sur l'ensemble de cette activité, il a rendu compte aux intéressés qui ne se sont jamais adressés en vain à lui. Ces mêmes principes animent son activité au Conseil Municipal de Brive où, avec ses amis du groupe communiste, il agit avec ténacité pour un plus vaste développement de la ville de Brive, carrefour de notre région et dont la prospérité plus grande rejaillirait sur toute la région qui l'entoure.

L'activité militante, depuis plus d'un quart de siècle déjà, a permis à Jean Goudoux d'acquérir une riche expérience qui l'autorise à parler avec compétence des multiples problèmes qui vous préoccupent.

Ce passé de militant au service d'un Parti qui n'a jamais déçu ceux qui lui ont fait confiance, est une garantie pour vous qui voulez voir réaliser un programme conforme à vos désirs, à vos aspirations, qui voulez le progrès et la paix. Jean GOUDOUX, c'est le militant fidèle au peuple, quelles que soient les circonstances, il mérite votre confiance.

La Fédération de la Corrèze du P.C.F.

Citoyennes, Citoyens,

Le programme que je vous propose et pour la réalisation duquel je travaillerai, c'est celui du Parti Communiste.

QUE CONSTATONS-NOUS, APRES LES MULTIPLES PROMESSES NON TENUES ?

Que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, que la crise économique menace, que réductions d'horaire et début de chômage frappent déjà les travailleurs.

En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le Socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le Socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science. Il est l'avenir de la société humaine.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux. Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir. Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

- 1^o) **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions, des prestations familiales, car il y a un excédent de recettes de 70 milliards par an qui devraient aller aux familles.
Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage, aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.
- 2^o) **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux --- y compris la Guinée --- des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.
- 3^o) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusives, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.
- 4^o) **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :
 - de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;
 - de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.
- 5^o) **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.
- 6^o) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**
 - par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;
 - par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;
 - par le contrôle du peuple sur ses élus ;
 - par une large autonomie communale et départementale. Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

La réalisation de ce programme est une des conditions du développement économique de notre département.

Sa réalisation répondrait aux soucis, par exemple, de ces ouvrières de la confection briviste réduites au chômage partiel depuis plusieurs semaines, de ces ouvriers et ouvrières de la chaussure, de la métallurgie, de l'ameublement, du bâtiment frappés par les licenciements et la réduction d'horaires avec tout ce que cela compte comme difficultés nouvelles pour les familles.

Une politique de paix, faisant payer les riches, favorisant les travailleurs, allègerait notre économie en la débarrassant des taxes de vie chère, conséquences inévitables des charges écrasantes de la guerre d'Algérie. Elle permettrait une politique de prix agricoles rémunérateurs pour les petits paysans, alors que les prix du bétail sur pied baissent sans profit pour les consommateurs, que les noix, les châtaignes, les pommes se vendent à des prix insuffisants à la production et élevés à la consommation. Taxes de guerre et profits capitalistes sont la cause de la vie chère.

Une politique de paix et de progrès social permettrait également la réalisation de constructions de logements qui manquent à Brive et dans nos chefs-lieux de canton, de dizaines d'écoles, l'implantation d'usines pour un plus grand développement industriel afin de donner un emploi à la jeune génération qui monte.

Six autres candidats se présentent au premier tour à vos suffrages ; ils ne vont pas manquer de vous faire de grandes promesses et de vous dire que si ça va mal aujourd'hui, ça ira mieux demain, oubliant de situer les responsabilités, et particulièrement les leurs, dans les causes de la situation actuelle.

Par delà la diversité de leurs étiquettes politiques et malgré les apparences, ils sont tous complices, ils approuvent ou se réclament tous des hommes, groupements ou formations qui ont contribué à la poursuite de la politique qui nous a conduits à la situation actuelle. Ils se retrouvent d'ailleurs dans le gouvernement de Gaulle pour continuer, sous une autre forme, la mauvaise politique du passé.

Croyez-vous que des élus « gouvernementaux » seront aptes à vous défendre ? NON, ils n'auront pas ce souci. Il faut pourtant œuvrer pour une politique conforme à vos aspirations, aux intérêts de la Nation qui n'est pas une poignée de privilégiés, mais le peuple. Pour cela, il faut à l'Assemblée Nationale de nombreux députés communistes, leur donner une autorité encore plus grande, des millions de voix.

Il faut aussi barrer la route à la réaction et réaliser l'union des forces de gauche, des travailleurs, pour faire échec au Capital.

**Pour l'avenir de la France ;
Pour de meilleures conditions de vie et la paix en Algérie ;
Pour défendre les libertés ;
Pour la victoire du travail sur les forces réactionnaires appuyées par l'argent ;
Pour le développement de Brive et de sa région,**

LE 23 NOVEMBRE, VOTEZ !

JEAN GOUDOUX

Député sortant.